

Le pont Nkoy



Le chantier du pont Nkoy a pour but de désenclaver le quartier Dingi-Dingi, à Kisenso. Il devra permettre de relier en voiture le quartier à la commune de Matete. Mais le chantier, prévu au départ pour une durée de 2 mois, a rencontré de nombreux obstacles sur son chemin: Il y a tout d'abord les vestiges de l'ancien pont qu'il fallait détruire. Les ouvriers se sont vite rendu compte que les anciens dalots présents au fond de la rivière étaient extrêmement difficile à démolir, et le chantier a alors pris un mois de retard. Une autre circonstance qui a empêché de respecter les délais d'exécution des travaux est la résistance des riverains par rapport à la construction d'un caniveau reliant l'av. Benamukwele à l'av. Ndjoku, où l'eau viendrait se jeter dans la rivière, juste au niveau du nouveau pont. Or, les habitants de l'av. Benamukwele préféreraient que le caniveau longe uniquement leur avenue et que l'eau se jette à un autre niveau de la rivière, afin que ce caniveau puisse régler les problèmes réguliers d'inondation dans leur avenue. Mais l'ingénieur de l'OVD leur avait expliqué que cela était impossible, car le niveau de la rivière est plus élevé que le niveau de l'av. Benamukwele, et ce serait plutôt l'eau de la rivière qui se déverserait dans le caniveau au lieu de faire l'effet inverse... Mais les riverains ne l'entendaient pas de cette oreille, et tandis que la journée les ouvriers creusaient les tranchées du caniveau sur l'av. Ndjoku, la nuit, les riverains passaient leur temps à les reboucher... Pour ne plus travailler en vain, les travaux ont été suspendus durant quelques jours, le temps que s'organise une rencontre a été organisée entre le Bourgmestre, le chef de quartier, les riverains, l'ONG et le PAIDECO.

La discussion a permis de trouver une piste de solution: le caniveau longerait effectivement toute l'av. Benamukwele. Et pour résoudre le problème du niveau de la rivière, la maman vivant dans la dernière parcelle à gauche de l'avenue avant la rivière a accepté de laisser passer le caniveau sur son terrain. Les travaux ont repris le 06 novembre sur l'av. Ndjoku, et c'est maintenant aux riverains de réaliser un P.V. et de le transmettre au PAIDECO afin de réévaluer les coûts des travaux.

Pour couper court aux craintes des tout-travaux Pas de travail sans rémunération

Comme on peut malheureusement le constater, il arrive souvent que les chantiers prennent du retard. La cause peut être due à livraisons ou des pénuries (ex: ciment, caillasse, moëllon). Ces retards peuvent également venir de protestation des riverains (ex: pont Nkoy) ou d'erreurs d'évaluation préalable à l'ouvrage (ex: digue à Dingi-Dingi).

Quelle que soit la raison du retard, sur le terrain les plaintes sont nombreuses de la part des tout-travaux, dont le contrat stipule qu'ils seront payés seulement à la fin des travaux. Et si les travaux traînent, c'est aussi leur paie qui traîne...

Sur le site de lutte anti-érosive (LAE) au quartier 17 mai, un vieux papa s'indigne lorsque nous l'approchons: « *Quand allez-vous nous payer?* », demande-t-il. « *Ca fait des mois que nous avons fini le curage du bassin, et aujourd'hui nous travaillons à la construction du caniveau sans avoir touché aucun salaire depuis le début des travaux* ». Dans ce cas, le contrat signé entre le PAIDECO et l'ONG (OSEIJD) prévoyait que la paie des ouvriers ait lieu en une seule tranche à la fin du chantier. Or, ce projet de lutte anti-érosive prévoyait un chantier en deux phases: d'une part, le curage et le placement de sacs; d'autre part, des travaux de construction de caniveau. C'est cette deuxième phase

qui a posé problème: les pénuries successives de ciment, de caillasse puis de blocs pleins ont causé d'énormes retards.

Et tant que le chantier n'était pas terminé, les ouvriers ne pouvaient pas être payés. Mais quand les mois passent, les esprits s'échauffent et certains tout-travaux en arrivent à penser que le PAIDECO ou l'ONG les manipule ou les vole.

Il est donc **important** de savoir que même si le contrat stipule que le paiement se fait à la fin du chantier, le PAIDECO peut adapter les paiements en fonction des réalités.

C'est à l'ONG de présenter la situation au PAIDECO: Si un chantier prend du retard, l'ONG peut demander une tranche de cash anticipée dès qu'une partie du travail est terminée. Par exemple, si la partie « curage » représente 70% du travail total, l'ONG peut demander à recevoir 70% de la somme totale dès que le curage est terminé. Cela permet de donner aux tout-travaux le fruit de leur travail. Remarquez cependant qu'il ne s'agit pas d'une disposition contractuelle, et le PAIDECO est seul juge pour apprécier la situation.



Les ouvriers du bureau de quartier se plaignent que même s'ils ne sont pas à la base des retards dans le chantier, c'est eux qui en souffrent:

« *Quand un homme travaille pendant 2, 3 ou 4 mois sans être payés, ça ne va pas! Au jour le jour, il doit pouvoir manger, boire, payer le loyer. Récemment par exemple, il y a eu la rentrée scolaire, c'est urgent que le chantier se termine pour que nous puissions être payés* ».

Une enquête en cours, une autre à venir

Dans le souci de bien cadrer son action et d'avoir les éléments pour évaluer l'impact de ses actions, le PAIDECO a lancé à la fin du mois de septembre une grande enquête socio-économique dans la commune de Kimbanseke. Cette enquête porte sur des indicateurs choisis en s'inspirant de thèmes aussi divers que l'alimentation, l'accès à l'électricité, la nature du travail réalisé, l'accès à l'eau, le nombre d'enfants dans le foyer, la scolarisation des enfants, etc. Ces indicateurs ont été choisis en s'inspirant des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Grâce aux réponses des 1200 ménages interrogés, les autorités communales ainsi que les partenaires de Kimbanseke devraient être en mesure d'évaluer au mieux le niveau socio-économique des habitants de la commune. A l'heure d'écrire ces lignes, la faculté universitaire chargée de réaliser cette enquête en est à l'étape de la saisie des réponses. Le rapport de cette enquête devrait être disponible avant la fin de l'année 2007.

Au moment où l'on attend les résultats de cette enquête socio-économique, une autre étude est en

cours de préparation sur les habitudes de consommation des médias dans les communes de Kisenso et Kimbanseke. En effet, au cours des rencontres et des discussions avec la population, il est apparu évident pour les autorités communales qu'il était nécessaire d'augmenter la visibilité de chacune des communes, tout comme il était important pour la population d'avoir une information plus ciblée sur leur actualité.

Pour ne rien laisser au hasard, il faut étudier les préférences et les habitudes des citoyens en matière de médias avant de lancer des partenariats avec les médias: que préfèrent-ils: la télé, la radio ou la presse écrite? Quel média est le plus accessible? Quels sont les meilleurs horaires pour atteindre le plus grand nombre? Les questions à se poser sont nombreuses lorsqu'on désire utiliser les médias pour informer la population. Dans ce cadre, le PAIDECO via son service communication a voulu appuyer les activités de communication des deux communes en réalisant une enquête médiatique. A ce jour, la structure qui devra réaliser l'enquête n'a pas encore été sélectionnée. **Charline Burton**